

Premier rapport trimestriel
Exercice financier 2007



Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion comprend un examen de la situation financière de Mitec Telecom Inc. («Mitec» ou «la Société») et une analyse des activités de chacun des secteurs d'exploitation de Mitec pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2006 (premier trimestre de l'exercice 2007).

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances, les risques et les incertitudes revêtant une certaine importance liés aux résultats d'exploitation de chaque secteur d'activité. Il doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés en date du 30 avril 2006. Les états financiers de Mitec ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Tous les montants indiqués dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire, et tiennent compte de l'information disponible jusqu'au 7 septembre 2006.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Mitec, notamment l'évaluation par la direction des plans et des activités d'exploitation futurs, certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs et sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent amener les résultats réels à différer de manière importante des résultats exprimés ou envisagés selon ces énoncés.

Ces facteurs englobent, sans toutefois s'y limiter, l'incertitude quant à la continuité de l'exploitation, l'incidence de la conjoncture économique générale, la situation dans le secteur y compris les modifications apportées aux lois et aux règlements, l'intensification de la concurrence, la pénurie de personnel ou de gestionnaires compétents, les fluctuations du prix des marchandises, les taux de change ou les taux d'intérêt, la volatilité des marchés boursiers et les répercussions des conventions comptables promulguées par les autorités de normalisation canadiennes. Certains de ces facteurs sont analysés plus en détail sous la rubrique «Facteurs de risque» de la notice annuelle du 28 juillet 2006.

Bien que la Société soit d'avis que les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs sont fondées sur les renseignements disponibles à la date où ils ont été formulés, rien ne peut garantir que ces attentes se révéleront exactes. Tous les énoncés prospectifs ultérieurs, qu'ils soient exprimés verbalement ou par écrit par la Société ou quiconque agissant pour son compte, doivent être considérés expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées.

APERÇU

Mitec Telecom Inc. a été constituée en 1972. Ses activités, qui consistent en la conception et la fabrication de produits de télécommunications, se répartissent en deux principaux secteurs d'activité : les télécommunications et les communications par satellites.

Le secteur des télécommunications comporte la conception, la fabrication et la vente de sous-systèmes de conditionnement et d'amplification de radiofréquences («RF») de pointe pour les stations de base cellulaires. Ces composantes sont distribuées partout dans le monde et sont intégrées à des infrastructures de communications sans fil à haut débit qui permettent la transmission de la voix, des communications Internet/données et finalement les communications multimédias. Les clients de Mitec dans ce secteur

comprennent les principaux protagonistes de l'industrie comme Ericsson, Nortel, Huawei, ADC, Radioframe et Lucent.

Le secteur des communications par satellites dégage des produits d'exploitation de la conception, de la fabrication et de la vente de composantes et de sous-systèmes RF destinés aux stations terrestres de relais par satellite que les fournisseurs de services de diffusion télévisuelle directe par satellite intègrent à leurs réseaux de microstations terriennes (VSAT). Parmi les principaux clients de ce secteur se trouvent Andrew, CPI, Echostar, Viasat, Astrium, Globecom et Datapath.

Le siège social de Mitec est situé à Pointe-Claire, au Canada et la Société possède d'autres activités d'exploitation à Suzhou (Chine) et à Reno (États-Unis). Au 31 juillet 2006, l'effectif de la Société à l'échelle mondiale comptait 399 employés.

FAITS SAILLANTS

Le 23 mai 2006, Mitec a annoncé qu'elle avait entrepris la production de volume d'un nouveau produit de radiofréquence dérivé de sa technologie exclusive de filtres LMR et qu'elle avait reçu des commandes d'une valeur approximative de 2,1 millions de dollars d'un important équipementier de premier niveau.

Mitec a également annoncé certains changements au sein de son conseil d'administration et de son équipe de haute direction au cours du trimestre. Le 12 mai 2006, la Société a nommé Jeffrey A. Mandel à titre de membre du conseil d'administration de Mitec, puis le 28 juillet 2006, David Scott s'est retiré de son poste de président du conseil et Hubert Marleau a été nommé à titre de président intérimaire. Le 15 août 2006, le conseil d'administration a annoncé la nomination de Daniel Piergentili au poste de président et chef de la direction. Daniel Piergentili devient aussi un membre du conseil d'administration de Mitec. Keith Findlay a quitté son poste de président et chef de la direction le 15 août 2006 pour assumer un rôle de consultant auprès de la Société. Le 30 août 2006, William B. Clift a également abandonné ses fonctions de membre du conseil d'administration.

Le 28 août 2006, la Société a annoncé qu'elle avait déposé un prospectus simplifié dans chacune des provinces canadiennes dans le cadre d'un placement de droits aux actionnaires inscrits en date du 8 septembre 2006. Mitec touchera un produit brut d'environ 7,6 millions de dollars si le placement de droits est souscrit intégralement. Dans le cadre de ce placement de droits, Mitec a également conclu une convention de placement garanti avec quatre acquéreurs qui ont convenu d'acheter, dans la mesure où les droits ne sont pas exercés et sous réserve de certaines conditions, un nombre maximal de 35 000 000 d'actions ordinaires au prix de 0,10 \$ chacune. Ces quatre acquéreurs liés par la convention de placement garanti ont également obtenu le droit de souscrire jusqu'à concurrence de 35 000 000 d'actions ordinaires par voie de placement privé, au prix de 0,10 \$ chacune dans la mesure où ils ne seraient pas contraints d'acheter des actions en vertu de la convention de placement garanti. En contrepartie de la convention de placement garanti, Mitec a convenu d'émettre un nombre global de 8 750 000 bons de souscription d'actions ordinaires aux quatre acquéreurs liés par la convention de placement garanti. Chaque bon permettra au détenteur d'acquérir une action ordinaire supplémentaire de Mitec au prix de 0,10 \$ chacune pour une période de deux ans. Les acquéreurs liés par la convention de placement garanti sont les Conseillers en placement Howson Tattersoll Limitée, un initié de Mitec en raison de sa participation actuelle supérieure à 10 %, Palos Capital Pool L.P., Notre-Dame Capital Inc. et Mi3 SD Inc., qui sont toutes des parties reliées de Mitec compte tenu de leurs liens avec des membres du conseil d'administration, à savoir Hubert Marleau et Jeffrey Mandell. Comme le nombre global d'actions ordinaires susceptibles d'être émises aux initiés de Mitec dans le cadre du placement privé et de l'exercice des bons

de souscription d'actions ordinaires excédait le seuil de 10 % et que le prix d'émission des actions et le prix d'exercice des bons de souscription étaient inférieurs aux escomptes maximaux permis par la Bourse de Toronto sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation des porteurs de titres, Mitec comptait sur une dispense en la matière que lui a accordée la Bourse de Toronto aux termes de l'article 604(e) du *Guide à l'intention des sociétés de la TSX*, en raison de la présence de difficultés financières majeures. Sur la recommandation d'un comité spécial composé d'administrateurs indépendants de Mitec, le conseil d'administration de celle-ci a établi que Mitec éprouvait des difficultés financières majeures et que le placement de droits, l'émission de bons de souscription aux acquéreurs liés par la convention de placement garanti et le placement privé facultatif subséquent avaient pour but d'améliorer sa situation financière et étaient raisonnables dans les circonstances.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant présente les principales informations financières du premier trimestre de l'exercice considéré et de l'exercice précédent :

Périodes terminées les 31 juillet (montants en milliers, sauf les données par action)	T1 Exercice 2007	T1 Exercice 2006
	\$	\$
Chiffre d'affaires	8 676	13 292
Bénéfice brut	188	1 660
Frais de vente et d'administration	2 023	2 567
Dépenses de recherche et développement	2 022	1 843
Amortissement des actifs incorporels	497	525
Charges financières	117	398
Services payés par l'émission d'options sur actions	64	569
Perte découlant des activités poursuivies	(4 421)	(5 179)
Perte nette	(4 429)	(5 262)
Résultat par action – de base et dilué :		
- Activités poursuivies	(0.06)	(0.07)
- Perte nette	(0.06)	(0.07)
Total de l'actif	36 086	58 744
Dette à long terme	1 734	2 441
Contrats de location-acquisition	—	29
Trésorerie et placements temporaires	3 985	17 205

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires pour le premier trimestre de l'exercice 2007 a diminué de 4,6 millions de dollars ou de 35 % en regard de la même période il y a un an, pour s'établir à 8,7 millions de dollars. Les ventes du secteur des télécommunications, qui a contribué 47 % du total des produits d'exploitation, ont diminué de 4,3 millions de dollars ou de 51 % comparativement au premier trimestre de l'exercice 2006, pour se chiffrer à 4,1 millions de dollars. La raison de cette diminution repose surtout sur une baisse de la demande pour des produits issus des anciennes plateformes combinée à des ralentissements pour atteindre le roulement optimal dans la fabrication de nouvelles technologies. Les ventes du secteur des

communications par satellites, qui a dégagé 53 % du total des produits d'exploitation, ont chuté de 0,3 million de dollars ou de 7 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2006, pour atteindre 4,6 millions de dollars. Cette chute est principalement attribuable à d'importantes commandes reçues à la fin du trimestre menant à un délai insuffisant pour livrer les produits.

Télécommunications

	T1 Exercice 2007	T4 Exercice 2006	T3 Exercice 2006	T2 Exercice 2006	T1 Exercice 2006
Chiffre d'affaires (milliers de dollars)	4 071	5 552	6 084	4 544	8 362
Pourcentage du total des produits d'exploitation	46,9	53,6	53,6	47,7	62,9

Le chiffre d'affaires de ce secteur est tiré des composantes RF sans fil et d'amplificateurs de puissance vendus aux fournisseurs de matériel de réseau. La baisse de 4,3 millions de dollars tient surtout aux fluctuations des habitudes d'achat des clients aux termes de leurs besoins actuels.

Communications par satellites

	T1 Exercice 2007	T4 Exercice 2006	T3 Exercice 2006	T2 Exercice 2006	T1 Exercice 2006
Chiffre d'affaires (milliers de dollars)	4 605	4 798	5 266	4 974	4 930
Pourcentage du total des produits d'exploitation	53,1	46,4	46,4	53,3	37,1

Le chiffre d'affaires de ce secteur est tiré de la conception, de la fabrication et de la vente des composantes et des sous-systèmes RF destinés aux stations terrestres de relais par satellite que les fournisseurs de services de diffusion télévisuelle directe par satellite de même que les réseaux de microstations terrestres utilisent. Des besoins plus poussés que prévus en matière de conception technique associés à des commandes importantes reçues à la fin du trimestre expliquent le recul de 0,3 million de dollars des produits d'exploitation comparativement à ceux du premier trimestre de l'exercice 2006.

Produits d'exploitation par secteur géographique

	Amérique du Nord	Europe	Asie	Autres
T1 Exercice 2007	38 %	27 %	28 %	7 %
T1 Exercice 2006	38 %	42 %	16 %	4 %

Le chiffre d'affaires par marché géographique s'est davantage équilibré au sein des trois principaux marchés de la Société. L'évolution de la distribution géographique des ventes en rapport à celle de la même période de l'exercice précédent reflète des produits d'exploitation de 2,3 millions de dollars tirés par suite de la vente de stocks excédentaires en Europe.

Bénéfice brut

Le bénéfice brut pour le premier trimestre de l'exercice 2007 a affiché une baisse de 1,5 million de dollars, passant de 1,7 million de dollars au premier trimestre de l'exercice 2006 à 0,2 million de dollars. Ce résultat découle des volumes de ventes inférieurs enregistrés dans les deux secteurs.

Télécommunications

	T1 Exercice 2007	T4 Exercice 2006	T3 Exercice 2006	T2 Exercice 2006	T1 Exercice 2006
Bénéfice brut (en milliers de dollars)	(930)	69	274	(825)	215
Pourcentage du chiffre d'affaires – Télécommunications	(22,8)	1,2	4,5	(18,2)	2,6

Le bénéfice brut a diminué de 1,1 million de dollars pour passer de 0,2 million de dollars au premier trimestre de l'exercice 2006 à un montant négatif de 0,9 million de dollars à l'exercice 2007. Ce résultat a trait à un repli des activités de ventes tant pour les amplificateurs de puissance que pour le matériel de conditionnement RF traditionnel ce qui a occasionné des coûts de fabrication indirects non imputés.

Communications par satellites

	T1 Exercice 2007	T4 Exercice 2006	T3 Exercice 2006	T2 Exercice 2006	T1 Exercice 2006
Bénéfice brut (milliers de dollars)	1 118	1 176	1 532	1 460	1 445
Pourcentage du chiffre d'affaires – Communications par satellites	24,3	24,5	29,1	29,3	29,3

Le bénéfice brut a décliné de 0,3 million de dollars, descendant de 1,4 million de dollars au premier trimestre de l'exercice 2006 à 1,1 million de dollars au premier trimestre de l'exercice 2007. La marge brute est passée de 29,3 % à 24,30 % surtout en raison des coûts indirects non imputés au cours du trimestre.

Dépenses de recherche et développement

Les dépenses de recherche et développement, déduction faite des crédits d'impôts à l'investissement, pour le premier trimestre de l'exercice 2007 ont augmenté de 10 % pour atteindre 2,0 millions de dollars, contre 1,8 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2006. Cette augmentation est attribuable aux investissements continus nécessaires pour concevoir de nouveaux produits de même que des dépenses supplémentaires engagées pour adapter les produits selon les exigences constamment en évolution des clients.

Frais de vente et d'administration

Pour le premier trimestre de l'exercice 2007, les frais de vente et d'administration de la Société ont baissé de 21 % chutant de 2,6 millions de dollars à 2,0 millions de dollars. La baisse projetée a été la conséquence des mesures de compression des coûts mises en œuvre tout au long des neuf derniers mois.

Charges financières

Les charges financières ont été de 0,1 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2007, contre 0,5 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2006. Cette baisse s'explique par la diminution des pertes de change engagées au cours du trimestre considéré et des charges financières à court terme inférieures liées au remboursement de l'emprunt bancaire.

Amortissement des actifs incorporels

L'amortissement des actifs incorporels est demeuré stable à 0,5 million de dollars pour le premier trimestre des exercices 2007 et 2006.

Rémunération à base d'actions

Pour le présent trimestre, la charge comptabilisée a été de 0,1 million de dollars, contre 0,6 million de dollars en 2006. La baisse est imputable à l'acquisition de droits en vertu d'options sur actions d'une

certain importance en 2006 par suite du départ de certains dirigeants, alors qu'un nombre moins élevé d'options est actuellement en cours. La constatation de cette charge est faite durant la période d'acquisition des droits en vertu des options en cours.

Autres charges

La Société n'a comptabilisé aucun frais de restructuration au cours du trimestre considéré comparativement à des frais de 1,1 million de dollars pour la période correspondante de l'an dernier, lesquels frais étaient liés à la résiliation de baux relatifs à des immeubles situés au New Jersey ainsi qu'aux frais de terminaison reliés à certain employés exécutif.

Perte découlant des activités poursuivies

La perte découlant des activités poursuivies pour le premier trimestre de l'exercice 2007 s'est établie à 4,4 millions de dollars ou 0,06 \$ l'action, contre 5,2 millions de dollars ou 0,07 \$ l'action pour le même trimestre de l'exercice 2006. La baisse de la perte découlant des activités poursuivies résulte des mêmes facteurs précédemment énoncés.

Activités abandonnées

Les activités abandonnées ont entraîné une perte de 8 milliers de dollars en raison de la liquidation des entités suédoises.

Perte nette

Pour le premier trimestre de l'exercice 2007, la perte nette s'est chiffrée à 4,4 millions de dollars ou 0,06 \$ l'action, contre 5,3 millions de dollars ou 0,07 \$ l'action pour le premier trimestre de l'exercice 2006. La diminution de la perte nette découle directement des activités de ventes inférieures en regard de la structure de coûts présentement en place. Les charges d'exploitation ainsi que la charge liée à la rémunération à base d'actions ont été moins élevées qu'en 2006.

Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA)

Mitec calcule le BAIIA découlant des activités poursuivies comme suit :

(montants en milliers de dollars)	T1 Exercice 2007	T4 Exercice 2006	T3 Exercice 2006	T2 Exercice 2006	T1 Exercice 2006
Perte découlant des activités poursuivies	(4 421)	(4 298)	(2 777)	(4 788)	(5 179)
Impôts sur les bénéfices	(114)	(149)	(147)	(149)	(149)
Amortissement et perte à la réduction de valeur d'immobilisations corporelles, d'actifs incorporels et de charges reportées	1 114	1 682	1 276	1 319	1 369
Intérêts	64	44	36	77	(15)
BAIIA découlant des activités poursuivies	(3 357)	(2 721)	(1 612)	(3 541)	(3 974)

INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Les états financiers consolidés ci-joints sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, selon laquelle la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes et de ses engagements dans le cours normal de ses activités.

Au cours des cinq derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les ressources financières qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa

capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude importante quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états financiers consolidés intermédiaires.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. S'engager dans des négociations continues avec les institutions financières pour obtenir de nouvelles sources de financement;
2. Prendre contact avec des investisseurs potentiels afin d'obtenir de nouvelles sources de financement;
3. Trouver une série de solutions pour les secteurs d'activité des télécommunications et des communications par satellites; ce qui pourrait inclure la cession d'actifs ou d'activités; et
4. Rationaliser son exploitation pour réduire ses frais.

La direction est d'avis que, grâce aux mesures susmentionnées ainsi qu'au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Flux de trésorerie d'exploitation

(montants en milliers, sauf indication contraire)	T1 Exercice 07	T1 Exercice 06
	\$	\$
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation avant les variations du fonds de roulement	(3 243)	(3 241)
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée aux activités poursuivies	1 781	2 973
Flux de trésorerie affectés à l'exploitation	(1 462)	(268)
Ratio du fonds de roulement	1,8	2,2

Les flux de trésorerie engagés dans les activités d'exploitation avant les variations du fonds de roulement sont demeurés inchangés à 3,2 millions de dollars pour le premier trimestre des exercices 2007 et 2006. Ces résultats sont surtout attribuables à la diminution de la perte découlant des activités poursuivies, laquelle a été contrebalancée par des charges hors caisse plus importantes engagées au trimestre correspondant.

La variation nette du fonds de roulement hors caisse affiche un recul de 1,2 million de dollars passant d'une rentrée de fonds de 3,0 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2006 à une rentrée de fonds de 1,8 million de dollars au premier trimestre de l'exercice 2007. La baisse est essentiellement imputable à une régression du solde des comptes clients (de 8,9 millions de dollars en juillet 2005 à 11,5 millions de dollars en avril 2006).

Flux de trésorerie d'investissement

Les flux de trésorerie dégagés par les activités d'investissement ont atteint 9,4 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2007 comparativement à une sortie de fonds de 74 milles dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2006. Ce résultat découle principalement de la vente de placements à court terme et de l'achat d'immobilisations.

Flux de trésorerie de financement

Les activités de financement ont donné lieu à une sortie de fonds nette de 6,2 millions de dollars témoignant du remboursement de la dette bancaire décidé par la Société. En 2005, ces activités avaient mené à une rentrée de fonds de 0,2 million de dollars.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS

Les obligations contractuelles de la Société sont essentiellement les mêmes que celles présentées dans le rapport de gestion de l'exercice 2006.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La stratégie de la Société en matière d'instruments financiers est la même que celle présentée dans le rapport de gestion l'exercice 2006.

ÉLÉMENTS HORS BILAN

Les éléments hors bilan de la Société sont sensiblement les mêmes que ceux présentés dans le rapport de gestion de l'exercice 2006.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

La Société n'a pas procédé à d'autres modifications de conventions comptables, outre celles présentées dans le rapport de gestion de l'exercice 2006.

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

À l'heure actuelle, la Société n'envisage aucune modification de convention comptable qui pourrait avoir une incidence marquée sur Mitec.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Le 28 août 2006, la Société a annoncé qu'elle avait déposé un prospectus simplifié dans chacune des provinces canadiennes dans le cadre d'un placement de droits aux actionnaires inscrits en date du 8 septembre 2006. Mitec touchera un produit brut d'environ 7,6 millions de dollars si le placement de droits est souscrit intégralement. Dans le cadre de ce placement de droits, Mitec a également conclu une convention de placement garanti avec quatre différents acquéreurs qui ont convenu d'acheter, dans la mesure où les droits ne sont pas exercés et sous réserve de certaines conditions, un nombre maximal de 35 000 000 d'actions ordinaires au prix de 0,10 \$ chacune. Ces quatre acquéreurs liés à la convention de placement garanti ont également obtenu le droit de souscrire jusqu'à concurrence de 35 000 000 d'actions ordinaires par voie de placement privé, au prix de 0,10 \$ chacune dans la mesure où ils ne seraient pas contraints d'acheter des actions en vertu de la convention de placement garanti. En contrepartie de la convention de placement garanti, Mitec a convenu d'émettre un nombre global de 8750 000 bons de souscription d'actions ordinaires aux quatre acquéreurs liés par la convention de placement garanti. Chaque bon permettra au détenteur d'acquérir une action ordinaire supplémentaire de Mitec au prix de 0,10 \$ chacune pour une période de deux ans. Les acquéreurs liés par la convention de placement garanti sont les Conseillers en placement Howson Tattersoll Limitée, un initié de Mitec en raison de sa

participation actuelle supérieure à 10 %, Palos Capital Pool L.P., Notre-Dame Capital Inc. et Mi3 SD Inc., qui sont toutes des parties reliées de Mitec compte tenu de leurs liens avec des membres du conseil d'administration, à savoir Hubert Marleau et Jeffrey Mandell. Comme le nombre global d'actions ordinaires susceptibles d'être émises aux initiés de Mitec dans le cadre du placement privé et de l'exercice des bons de souscription d'actions ordinaires excédait le seuil de 10 % et que le prix d'émission des actions et le prix d'exercice des bons de souscription étaient inférieurs aux escomptes maximaux permis par la Bourse de Toronto sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation des porteurs de titres, Mitec comptait sur une dispense en la matière que lui a accordée la Bourse de Toronto aux termes de l'article 604(e) du *Guide à l'intention des sociétés de la TSX*, en raison de la présence de difficultés financières majeures. Sur la recommandation d'un comité spécial composé d'administrateurs indépendants de Mitec, le conseil d'administration de celle-ci a établi que Mitec éprouvait des difficultés financières majeures et que le placement de droits, l'émission de bons de souscription aux acquéreurs liés par la convention de placement garanti et le placement privé facultatif subséquent avaient pour but d'améliorer sa situation financière et étaient raisonnables dans les circonstances.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET PROVISIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs et des passifs et des produits et des charges ainsi que sur la présentation des actifs et des passifs éventuels. Les montants constatés et les notes présentées dans les états financiers consolidés sont établis à l'aide des meilleures estimations de la direction selon des hypothèses qui reflètent la conjoncture économique et les plans d'action les plus probables. Cependant, les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les états financiers consolidés, et ces écarts pourraient être importants. Les principales estimations et provisions comptables sont décrites dans le rapport de gestion de l'exercice 2006 et elles sont toujours pertinentes pour le trimestre terminé le 31 juillet 2006.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES RELIÉES

Les opérations entre des parties reliées de la Société sont essentiellement les mêmes que celles qui sont décrites dans le rapport de gestion de l'exercice 2006.

OPÉRATIONS PROJÉTÉES

La Société étudie régulièrement les occasions de fusions et d'acquisitions qui pourraient accroître la valeur pour les actionnaires. À l'heure actuelle, la Société n'a conclu aucune entente définitive concernant l'acquisition ou la cession d'actifs ou d'activités.

PERSPECTIVES

Au cours du présent exercice, Mitec continuera d'accroître son portefeuille de produits et de technologies et poursuivra ses efforts de diversification de sa clientèle et de ses produits d'exploitation, surtout en pénétrant les marchés axés sur les exploitants à l'échelle mondiale. L'annonce du placement de droits permettra à la Société de mener à terme sa mise au point de produits stratégiques et de concentrer ses activités sur les occasions existantes et nouvelles provenant du secteur des télécommunications.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET PRÉSENTATION D'INFORMATION CONTINUE

Le présent rapport de gestion a été préparé au 7 septembre 2006. Des informations mises à jour sur Mitec, y compris la notice annuelle, peuvent être consultées sur le site Web de SEDAR à www.sedar.com.

En date du 7 septembre 2006, un total de 76 405 263 actions ordinaires étaient émises et en circulation et 3 479 050 options sur actions étaient en cours.

MITEC TELECOM INC.
BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES [note 1]

(en milliers de dollars canadiens)

Non vérifié

	Au 31 juillet 2006 \$	Au 30 avril 2006 \$
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 388	1 468
Placements à court terme	597	10 089
Comptes clients	7 999	10 849
Autres débiteurs	992	632
Impôts sur les bénéfices recouvrables	887	1 075
Stocks	7 909	7 546
Charges payées d'avance et autres charges	754	491
Actif à court terme lié aux activités abandonnées [note 3]	—	278
Total de l'actif à court terme	22 526	32 428
Immobilisations corporelles	8 283	8 564
Actifs incorporels	3 364	3 851
Charges reportées	1 913	2 129
	36 086	46 972
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Dette bancaire	—	6 016
Créditeurs et charges à payer	11 641	11 912
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an [note 5]	901	953
Passif à court terme lié aux activités abandonnées [note 3]	—	63
Total du passif à court terme	12 542	18 944
Dette à long terme [note 5]	833	958
	13 375	19 902
Capitaux propres		
Actions ordinaires [note 6]	116 357	116 357
Surplus d'apport [note 6]	8 190	8 126
Déficit	(100 109)	(95 680)
Écart de conversion	(1 727)	(1 733)
Total des capitaux propres	22 711	27 070
	36 086	46 972

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

MITEC TELECOM INC.

ÉTATS DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES [note 1]

(en milliers de dollars canadiens, à l'exception des données par action et le nombre d'actions)

Non vérifié

	Pour les trois mois terminés les	
	2006	31 juillet 2005
	\$	\$
Chiffre d'affaires [note 4]	8 676	13 292
Coût des ventes	8 488	11 632
Bénéfice brut	188	1 660
Charges		
Frais de vente et d'administration	2 023	2 567
Dépenses de recherche et développement	2 022	1 843
Amortissement des actifs incorporels	497	525
Charges financières [note 9]	168	530
Intérêts créditeurs	(51)	(132)
Rémunération à base d'actions [note 6]	64	569
Frais de restructuration et autres charges	—	1 086
	4 723	6 988
Perte découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	(4 535)	(5 328)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	(114)	(149)
Perte découlant des activités poursuivies	(4 421)	(5 179)
Perte découlant des activités abandonnées [note 3]	(8)	(83)
Perte nette	(4 429)	(5 262)
Déficit au début de la période	(95 680)	(78 517)
Déficit à la fin de la période	(100 109)	(83 779)
Perte de base et diluée par action ordinaire		
découlant des activités poursuivies	(0,06)	(0,07)
Perte de base et diluée par action ordinaire découlant des activités abandonnées	(0,00)	(0,00)
Perte de base et diluée par action ordinaire	(0,06)	(0,07)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	76 405 263	76 405 263

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

MITEC TELECOM INC.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES [note 1]

(en milliers de dollars canadiens)

Non vérifié

Pour les trois mois terminés les

	2006	31 juillet 2005
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte découlant des activités poursuivies	(4 421)	(5 179)
Ajout des éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement de la valeur des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et des charges reportées	1 112	1 369
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	2	—
Rémunération à base d'actions	64	569
	(3 243)	(3 241)
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités poursuivies [note 7]	1 781	2 973
Flux de trésorerie d'exploitation	(1 462)	(268)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(107)	(87)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	—	13
Ventes de placements à court terme	9 492	—
Flux de trésorerie d'investissement	9 385	(74)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation de la dette bancaire	349	1 034
Remboursement de la dette bancaire	(6 365)	(659)
Remboursement de la dette à long terme	(177)	(177)
Remboursement des obligations d'un contrat de location-acquisition	—	(19)
Flux de trésorerie de financement	(6 193)	179
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	226	(83)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant des activités poursuivies	1 956	(246)
Flux de trésorerie découlant des activités abandonnées	(36)	(347)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	1 468	5 569
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	3 388	4 976

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

MITEC TELECOM INC.

NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

July 31, 2006

(All tabular amounts are in thousands of Canadian dollars, except for share figures, unless otherwise stated)

Unaudited

1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

La Société, qui est un fournisseur de matériel de communication basé sur les connaissances exerçant ses activités sur les marchés mondiaux des communications sans fil et des télécommunications par satellites, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, selon laquelle la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes et de ses engagements dans le cours normal de ses activités.

Au cours des cinq derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les ressources financières qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude importante quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états financiers consolidés intermédiaires.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. S'engager dans des négociations continues avec les institutions financières pour obtenir de nouvelles sources de financement;
2. Prendre contact avec des investisseurs potentiels afin d'obtenir de nouvelles sources de financement [note 10];
3. Trouver une série de solutions pour les secteurs d'activité des télécommunications et des communications par satellites; ce qui pourrait inclure la cession d'actifs ou d'activités; et
4. Rationaliser son exploitation pour réduire ses frais.

La direction est d'avis que, grâce aux mesures susmentionnées ainsi qu'au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal de ses affaires.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada pour des états financiers intermédiaires et de façon cohérente avec les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 30 avril 2006. Pour une description complète des conventions comptables, veuillez consulter ces états financiers. Les présents états financiers ne comprennent pas toute l'information requise par les principes comptables généralement reconnus qui s'appliquent aux états financiers annuels.

3. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 8 mai 2003, le conseil d'administration a approuvé un plan de désinvestissement visant la filiale suédoise, Beve Electronics AB («Beve»), qui comprenait la quasi-totalité du secteur des hyperfréquences de la Société. Le 29 août 2003, la Société a conclu la vente de Beve, qui comprenait la quasi-totalité du secteur des hyperfréquences de la Société, avec la société suédoise Note AB. Si la vente n'a pas porté sur les actifs immobiliers, la Société a toutefois signé des baux à long terme avec Note AB. Par suite de cette décision, les produits d'exploitation et les résultats de Beve ont été comptabilisés à titre d'activités abandonnées dans les états des résultats consolidés. Le 1er juillet 2005, la Société a vendu ses bâtiments et a conclu un contrat de vente sur les portions restantes du terrain. Elle a donc reclassé son terrain, ses bâtiments et la dette à long terme y afférente

MITEC TELECOM INC.

NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

July 31, 2006

(All tabular amounts are in thousands of Canadian dollars, except for share figures, unless otherwise stated)

Unaudited

3. ACTIVITÉS ABANDONNÉES (suite)

liée aux activités abandonnées à titre d'actifs et de passifs à court terme au 30 avril 2005. Le produit net reçu au cours de l'exercice terminé le 30 avril 2006 a été d'environ 3,9 millions de dollars, déduction faite des charges, et a servi au remboursement de l'encours de la dette liée à ces actifs. En outre, Mitec a conclu une entente en vue de la vente des portions restantes du terrain en Suède pour environ 0,4 million de dollars, dont le produit a été reçu au cours du trimestre.

Mitec ne détient plus d'engagements en matière d'exploitation en Suède. Durant le trimestre, la Société a vendu ses entités suédoises pour un produit net de 7 000 \$.

	Pour les trois mois terminés les	
	2006	31 juillet 2005
	\$	\$
Perte découlant des activités abandonnées	(8)	(83)

4. DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

La Société est exposée à des pertes sur créances en cas de défaut d'une contrepartie à l'égard des instruments financiers dérivés. Cependant, elle ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations étant donné leur bonne cote de solvabilité.

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue régulièrement des évaluations du crédit de ses clients et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont constituées en cas de pertes sur créances éventuelles. Il est raisonnablement possible que le montant réel des pertes découlant des comptes clients, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les comptes clients étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada («EDC»), et les clients de la Société sont répartis entre différentes régions géographiques.

Un client représentait 39 % du chiffre d'affaires de la période terminée le 31 juillet 2006 (50 % en 2005) et 44 % des comptes clients au 31 juillet 2006 (43 % au 30 avril 2006).

5. FACILITÉS DE CRÉDIT

La Société dispose d'une facilité de crédit avec une grande banque à charte canadienne qui est composée d'une facilité à terme de 399 000 \$. La Société ne respectait pas les clauses financières restrictives de cette facilité au 31 juillet 2006; par conséquent, la tranche à long terme de la facilité à terme au montant de 191 000 \$ a été reclassée dans les passifs à court terme.

MITEC TELECOM INC.**NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS**

July 31, 2006

(All tabular amounts are in thousands of Canadian dollars, except for share figures, unless otherwise stated)

Unaudited

6. CAPITAL SOCIAL

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et dont les conditions sont déterminées par le conseil d'administration.

Nombre illimité d'actions ordinaires.

Actions ordinaires émises et en circulation

	Au 31 juillet 2006		Au 30 avril 2006	
	Nombre d'actions	\$	Nombre d'actions	\$
Solde au début de la période	76 405 263	116 357	76 405 263	116 357
Variation au cours de la période	—	—	—	—
Solde à la fin de la période	76 405 263	116 357	76 405 263	116 357

Bons de souscription

	Au 31 juillet 2006		Au 30 avril 2006	
	Nombre de bons	\$	Nombre de bons	\$
Solde au début de la période	—	—	3 077 132	1 129
Échus	—	—	(3 077 132)	(1 129)
Solde à la fin de la période	—	—	—	—

Le 9 octobre 2005, les bons de souscriptions ont échu. La valeur associée à ces bons de souscription a été transférée au surplus d'apport.

Pour les périodes terminées les 31 juillet 2006 et 2005, l'effet sur la perte par action ordinaire des options sur actions et des bons de souscription potentiellement exerçables a été antidilutif; la perte de base et la perte diluée par action sont donc égales.

Régime d'options sur actions

Le tableau suivant présente les options sur actions en cours :

	Au 31 juillet 2006	
	Nombre	\$
Solde au début de la période	2 403 500	1,76
Frappées d'extinction	(119 450)	6,50
Solde à la fin de la période	2 284 050	1,52
Options exerçables à la fin de la période	1 438 649	1,95

Prix d'exercice

	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre moyen pondéré d'années avant l'échéance	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$
0,31 \$ à 0,82 \$	1 140 000	0,39	8,3	554 400	0,42
0,83 \$ à 2,10 \$	846 750	1,75	7,5	586 949	1,77
2,11 \$ à 3,90 \$	71 500	3,57	5,2	71 500	3,57
3,91 \$ à 4,90 \$	84 800	4,58	4,1	84 800	4,58
4,91 \$ à 6,50 \$	110 000	5,90	3,1	110 000	5,90
6,51 \$ à 9,50 \$	31 000	7,86	1,2	31 000	7,86
	2 284 050	1,52	7,4	1 438 649	1,95

MITEC TELECOM INC.**NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS**

July 31, 2006

(All tabular amounts are in thousands of Canadian dollars, except for share figures, unless otherwise stated)

Unaudited

6. CAPITAL SOCIAL (suite)**Surplus d'apport**

Le tableau suivant présente le rapprochement du surplus d'apport:

	Au 31 juillet 2006	Au 30 avril 2006
	\$	\$
Solde au début de la période	8 126	6 154
Variations au cours de la période		
Charge de rémunération à base d'actions	64	843
Bons de souscription échus au cours de la période	—	1 129
Solde à la fin de la période	8 190	8 126

7. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liées aux activités poursuivies se présentent comme suit:

	Pour les trois mois terminés les	
	31 juillet	
	2006	2005
	\$	\$
Comptes clients et autres débiteurs	2 847	3 821
Stocks	(363)	2 433
Charges payées d'avance et autres charges	(263)	20
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	(169)	(264)
Créditeurs et charges à payer	(271)	(3 037)
	1 781	2 973
Intérêts payés	115	113
L'amortissement des immobilisations corporelles a été comptabilisé comme suit:		
Coût des produits vendus	271	337
Frais de vente et d'administration	128	180
	399	517
L'amortissement des actifs incorporels a été comptabilisé comme suit:		
Coût des produits vendus	—	53
Amortissement des actifs incorporels	497	525
	497	578
L'amortissement des charges reportées comprises a été comptabilisé comme suit:		
Coût des produits vendus	123	123
Frais de vente et d'administration	62	62
Dépenses de recherche et développement	31	89
	216	274

MITEC TELECOM INC.

NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

July 31, 2006

(All tabular amounts are in thousands of Canadian dollars, except for share figures, unless otherwise stated)

Unaudited

8. INFORMATIONS SECTORIELLES

a) Informations sectorielles utilisées par la direction

Mitec organise son entreprise en deux secteurs d'activité principaux afin de prendre des décisions de gestion et d'évaluer le rendement. Ces secteurs d'activité sont les télécommunications [«Télécommunications»], et les communications par satellites et terrestres [«Satellites»]. La Société exerce actuellement ses activités au Canada, aux États-Unis et en Chine.

Télécommunications touche à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les marchés du sans-fil et des services cellulaires.

Satellites participe à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les satellites et les microstations terriennes.

La direction calcule le rendement de chaque secteur en fonction du bénéfice brut, puisque les autres charges ne peuvent être attribuées à chaque secteur individuel. De plus, les secteurs se partagent certains stocks et immobilisations.

Les informations pour chaque secteur pour les trimestres terminés les 31 juillet se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	4 071	8 362	4 605	4 930	8 676	13 292
Coût des produits vendus	5 001	8 147	3 487	3 485	8 488	11 632
Bénéfice brut (perte brute)	(930)	215	1 118	1 445	188	1 660
Charges					4 723	6 988
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices					(114)	(149)
Perte découlant des activités poursuivies					(4 421)	(5 179)
Activités abandonnées					(8)	(83)
Perte nette pour la période					(4 429)	(5 262)

MITEC TELECOM INC.**NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS**

July 31, 2006

(All tabular amounts are in thousands of Canadian dollars, except for share figures, unless otherwise stated)

Unaudited

8. INFORMATIONS SECTORIELLES (suite)**b) Information sur la société**

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la région de production :

	Pour les trois mois terminés les	
	31 juillet	
	2006	2005
	\$	\$
Chiffre d'affaires		
Canada	5 418	11 622
États-Unis	151	367
Chine	3 264	3 557
Inter-pays	(157)	(2 254)
	8 676	13 292

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la destination du produit :

	Pour les trois mois terminés les	
	31 juillet	
	2006	2005
	\$	\$
Canada	204	1 300
États-Unis	3 061	3 740
Europe	2 324	5 614
Asie	2 456	2 100
Autres	631	538
	8 676	13 292
Amortissement des immobilisations corporelles		
Télécommunications	284	349
Satellites	115	168
	399	517
Amortissement des actifs incorporels		
Télécommunications	388	462
Satellites	109	116
	497	578

9. CHARGES FINANCIÈRES

	Pour les trois mois terminés	
	les	
	31 juillet	
	2006	2005
	\$	\$
Intérêts sur la dette bancaire	77	72
Intérêts sur la dette à long terme	38	45
Devises	33	368
Frais bancaires et autres frais	20	45
	168	530

MITEC TELECOM INC.

NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

July 31, 2006

(All tabular amounts are in thousands of Canadian dollars, except for share figures, unless otherwise stated)

Unaudited

10. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Le 28 août 2006, la Bourse de Toronto a autorisé la Société à émettre 76,4 millions de droits à ses actionnaires. Le placement de droits a été conçu pour permettre à la Société d'obtenir des capitaux supplémentaires sans qu'il y ait dilution de la participation des actionnaires actuels, face aux sérieuses difficultés financières de la Société. Conformément au placement de droits, chaque détenteur d'actions ordinaires obtiendra, dès le 8 septembre 2006, un droit visant l'acquisition d'une action ordinaire supplémentaire au prix de 0,10 \$ l'action jusqu'au 3 octobre 2006. Dans le cadre du placement de droits, la Société a conclu une convention de placement garanti avec quatre acquéreurs, lesquels étaient des initiés de la Société ou des parties liées à celle-ci. Les quatre acquéreurs liés par la convention de placement garanti ont convenu d'acheter un nombre maximal de 35 000 000 d'actions ordinaires au prix de 0,10 \$ l'action. La convention de placement garanti a également accordé à ces acquéreurs le droit de souscrire jusqu'à concurrence de 35 000 000 d'actions au prix de 0,10 \$ chacune dans la mesure où ils ne seraient pas contraints d'acheter des actions en vertu de la convention de placement garanti du fait que tous les actionnaires auraient pris part au placement de droits. En contrepartie de la convention de placement garanti, la Société a convenu d'émettre un nombre global de 8 750 000 bons de souscription d'actions ordinaires aux quatre acquéreurs liés par la convention de placement garanti à la clôture du placement de droits.

11. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Les états financiers comparatifs ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation des états financiers de la période considérée.